

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.642/4
DU 8 JUIN 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 8 mai 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi "modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière en vue de supprimer le mécanisme des décimes additionnels pour les amendes de roulage" (*Doc. parl.*, Chambre, 2007, n^{os} 52-0078/1-2), a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.642/4
VAN 8 JUNI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 8 mei 2009 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een wetsvoorstel "tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, ter afschaffing van het mechanisme van de opdecimes voor de verkeersboetes" (*Parl. St.*, Kamer, 2007, nrs. 52-0078/1-2), heeft het volgende advies gegeven :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations ci-après.

Observations préalables

1. Contrairement à ce que prévoit l'article 2 de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales (ci-après la "loi du 5 mars 1952") et à certains précédents auxquels il est fait allusion dans les développements de la proposition ⁽¹⁾, la proposition de loi présentement examinée ne tend pas simplement à rendre inapplicable, sans plus, la loi du 5 mars 1952 à la matière de la circulation routière. L'objectif poursuivi par ses auteurs est au contraire d'instaurer un nouveau mécanisme spécifique consistant, d'une part, à intégrer directement dans les montants des diverses amendes pénales prévues par les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière (ci-après les "lois coordonnées du 16 mars 1968"), l'impact actuel des décimes additionnels prévus par la loi du 5 mars 1952 ⁽²⁾, ce qui a pour effet de priver cette dernière loi de toute portée utile en la matière et, d'autre part, de prévoir un mécanisme d'indexation automatique au 1^{er} janvier de chaque année des nouveaux montants ainsi calculés.

⁽¹⁾ Il est à cet égard renvoyé à la législation relative à la répression du débit illicite de boissons fermentées (hypothèse expressément prévue par l'article 2 de la loi du 5 mars 1952), ainsi qu'au "[D]écret wallon instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques", à savoir, selon la législation applicable à ce jour, l'article D.421 du Livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau. On peut même renvoyer, à titre d'exemple, à l'article 457, § 2, du Code des impôts sur les revenus 92, de même qu'à l'article 73^{quinq}ies, § 3, de la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

⁽²⁾ Il s'agit actuellement du coefficient 5,5.

Le motif invoqué dans les développements de la proposition pour justifier l'instauration d'un tel mécanisme ⁽³⁾, à savoir "permettre au justiciable de mieux comprendre l'importance de la sanction à laquelle il s'expose dans le cas où il enfreint la loi sur la sécurité routière", vaut en réalité pour toutes les amendes pénales auxquelles s'applique la loi du 5 mars 1952 ⁽⁴⁾.

Si la proposition de loi devait être adoptée, il y aurait, dès lors, lieu d'envisager à terme une généralisation de ce mécanisme, car la section de législation n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier, en la matière et au regard des motifs invoqués dans les développements, une différence de traitement entre les infractions en matière de roulage et les autres infractions ⁽⁵⁾.

2. Par ailleurs, selon les développements de la proposition, le mécanisme d'indexation prévu par l'article 4 est inspiré de celui prévu à l'article 178 du Code des impôts sur les revenus 1992. L'attention des auteurs de la proposition est toutefois attirée sur ce que cet article 178 ne concerne pas la matière des amendes pénales, mais les montants relatifs aux limites et aux tranches de revenus, aux exonérations, aux réductions, aux déductions prévues par diverses dispositions de ce code.

S'agissant cette fois d'appliquer un tel mécanisme d'indexation automatique à des amendes pénales, la question se pose de savoir comment, au regard de l'article 2 du Code pénal, sera concrètement appliquée la règle selon laquelle, lorsque le montant de l'amende fixée au moment du jugement (en l'occurrence, l'amende pénale indexée au 1^{er} janvier de l'année considérée et ce, à la suite de la parution au *Moniteur belge*, par hypothèse antérieure au 1^{er} janvier de cette année, du tableau récapitulatif prévu à

⁽³⁾ qui, au vu de l'examen auquel a pu procéder la section de législation dans le délai imparti ne semble pas connaître de précédent en matière pénale.

⁽⁴⁾ et, il en va de même pour toutes les amendes administratives à l'égard desquelles le législateur compétent a décidé de rendre la loi du 5 mars 1952 applicable.

⁽⁵⁾ Les décimes additionnels présentent l'avantage de pouvoir adapter en une opération arithmétique l'ensemble des dispositions répressives qui sinon devraient faire l'objet d'interventions périodiques du législateur pénal. Or, toute modification de chacune des dispositions relative aux amendes pénales est une entreprise qui peut s'avérer longue et complexe. Il suffit à cet égard de se remémorer le passage à l'euro.

l'article 28ter, § 3, proposé) est plus élevé que celui en vigueur au moment de la commission de l'infraction (en l'occurrence, soit l'amende pénale telle que fixée dans les lois coordonnées du 16 mars 1968, soit le cas échéant, l'amende pénale, telle qu'indexée à la suite d'un précédent avis publié au *Moniteur belge*), c'est la peine la moins sévère qui doit être appliquée. Un tel système ne sera-t-il pas source de complications inutiles dans le chef des cours et tribunaux appelés à infliger ces amendes pénales, voire même la cause d'erreurs dans le chef des magistrats ⁽⁶⁾ ? La question se pose à cet égard si un tableau récapitulatif sera publié de manière systématique pour le 1^{er} janvier de chaque année et ce, même en l'absence de toute adaptation de montants ou s'il ne sera procédé à une telle publication qu'en cas d'adaptation de ceux-ci.

Bien que les développements de la proposition de loi soient muets sur ce point, il y a également lieu de considérer que l'adaptation des montants des amendes aura également lieu lorsque l'application du mécanisme d'indexation se traduira par une diminution du montant des amendes. Les auteurs de la proposition sont, en conséquence, invités à examiner si telle est bien leur volonté.

La section de législation se demande également si la simple publication annuelle au *Moniteur belge* d'un tableau récapitulatif dont on ignore l'auteur ⁽⁷⁾, peut être considérée comme satisfaisante au regard des exigences résultant des articles 12 et 14 de la Constitution.

Compte tenu des observations qui précèdent, les auteurs de la proposition de loi sont expressément invités à réexaminer le bien-fondé du mécanisme d'indexation envisagé et à pouvoir, le cas échéant, dûment justifier ce mécanisme au regard des autres amendes pénales qui resteraient soumises à la loi du 5 mars 1952.

⁽⁶⁾ Comparer, par analogie, lors de la conversion des montants des amendes pénales lors du passage à l'euro, avec : Cass., 6 avril 2005, P O41697F, <http://www.juridat.be>.

⁽⁷⁾ Dans la situation actuelle, si le législateur estime en effet nécessaire de prévoir un modification des décimes additionnels prévus par la loi du 5 mars 1952, c'est en effet par voie législative qu'il doit procéder.

Observations particulières

Dispositif

Articles 2 et 3

Étant donné que l'article 2 de la loi du 5 mars 1952 réserve déjà l'hypothèse dans laquelle une loi particulière prévoirait l'exclusion de l'application des décimes additionnels, l'article 2 de la proposition est inutile et est même redondant par rapport à l'article 3 de la proposition. Il convient en conséquence de l'omettre.

Articles 3 et 4

(articles 28bis et 28ter proposés des lois coordonnées du 16 mars 1968
relatives à la police de la circulation routière)

L'attention du législateur est attirée sur le fait que l'article 3 de la loi du 20 mars 2007 modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière et la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur, a déjà inséré un article 28bis dans les lois coordonnées précitées. Cet article n'entrera en vigueur qu'à la date fixée par le Roi.

Les articles 3 et 4 de la proposition seront adaptés en conséquence.

Article 3

Tel que rédigée la disposition proposée rend inapplicable la loi du 5 mars 1952 à l'ensemble des amendes pénales prévues par les lois coordonnées du 16 mars 1968. Les articles 5 à 21 de la proposition de loi tendent, en conséquence, à modifier diverses dispositions de ces lois en ce qu'elles prévoient des amendes pénales.

L'attention des auteurs de la proposition est cependant attirée :

- sur ce que d'autres dispositions de ces mêmes lois - dont certaines, il est vrai, ne sont pas encore entrées en vigueur - ne sont pas visées par ces articles modificatifs, alors même qu'elles prévoient, elles aussi, des amendes pénales et que la loi du 5 mars 1952 ne leur sera plus applicable ⁽⁸⁾;
- sur ce qu'une observation analogue peut être formulée au sujet d'autres dispositions de ces mêmes lois coordonnées qui autorisent le juge à réduire l'amende en cas de circonstances atténuantes, sans que celle-ci puisse être inférieure à "un euro" ⁽⁹⁾;
- sur ce que d'autres dispositions de ces mêmes lois coordonnées se réfèrent à la notion de "décimes additionnels" ⁽¹⁰⁾, ce qui n'aura plus lieu d'être à la suite de l'adoption de la proposition de loi.

Les auteurs de la proposition sont, en conséquence, invités à assurer la cohérence en la matière et à veiller également à ce que d'éventuelles autres modifications en cours des lois coordonnées du 16 mars 1968 soient dûment prises en considération, dès lors qu'elles comporteraient, elles aussi, des amendes pénales.

Article 5

(article 29 des lois coordonnées du 16 mars 1968)

Aux 4 et 5 (lire : 4/ et 5/), il convient de viser, d'une part, le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, et, d'autre part, le paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

⁽⁸⁾ Voir, notamment, l'article 25, § 6, des lois coordonnées du 16 mars 1968, rétabli par l'article 6 de la loi du 18 juillet 1990 (*Moniteur belge* du 8 novembre 1990), en vigueur à une date à fixer par le Roi (article 39 de cette même loi).

⁽⁹⁾ Voir, notamment, les articles 29, § 4, alinéas 1^{er} et 2, 31, alinéa 2, et 58, alinéa 2, des lois coordonnées du 16 mars 1968.

⁽¹⁰⁾ Voir, par exemple, l'article 65, § 1^{er}, alinéa 2, et l'article 65bis, § 2, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées du 16 mars 1968, lequel article a été inséré par l'article 31 de la loi du 7 février 2003 (*Moniteur belge* du 25 février 2003), et entrera en vigueur à une date à fixer par le Roi (article 45 de cette même loi).

Article 11

(article 33 proposé des mêmes lois coordonnées)

L'attention du législateur est attirée sur le fait qu'il y a lieu d'adapter également le paragraphe 3 de l'article 33 des lois coordonnées précitées.

Article 21

(article 58bis des lois coordonnées du 16 mars 1968)

Il convient de viser l'article 58bis, § 4, des lois coordonnées et d'adapter la phrase liminaire en conséquence.

Article 22

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle est prévu un régime d'entrée en vigueur spécifique pour les articles 5, 8, 16 et 21 de la proposition. Il conviendrait en toute hypothèse de prévoir dans la loi une date limite d'entrée en vigueur de ces dispositions ⁽¹¹⁾.

⁽¹¹⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 154, www.raadvst-consetat.be (08/06/2009).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerkingen

1. In tegenstelling tot wat bepaald is in artikel 2 van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdécimes op de strafrechtelijke geldboeten (hierna de "wet van 5 maart 1952" genoemd) en tot sommige precedentes waarnaar verwezen wordt in de toelichting bij het voorstel ⁽¹⁾, strekt het thans voorliggende wetsvoorstel er niet eenvoudigweg toe de wet van 5 maart 1952 niet van toepassing te verklaren op de aangelegenheid wegverkeer, zonder meer. Het doel dat de indieners voor ogen hebben bestaat er integendeel in een nieuw specifiek systeem in te voeren, waarbij enerzijds de huidige gevolgen van de opdecimen bepaald in de wet van 5 maart 1952 ⁽²⁾ rechtstreeks worden verwerkt in de bedragen van de verschillende strafrechtelijke geldboeten voorgeschreven in de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer (hierna de "gecoördineerde wetten van 16 maart 1968" genoemd), wat ertoe leidt dat de laatstgenoemde wet in die aangelegenheid geen nuttige werking

⁽¹⁾ In dat verband wordt verwezen naar de wetgeving op het bestraffen van het ongeoorloofd tappen van gegiste dranken (een geval dat uitdrukkelijk genoemd wordt in artikel 2 van de wet van 5 maart 1952), en naar het "Waals decreet tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater", namelijk volgens de wetgeving die thans van toepassing is, artikel D.421 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt. Er kan zelfs, bij wijze van voorbeeld, verwezen worden naar artikel 457, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 92, alsmede naar artikel 73quinquies, § 3, van de wet van 3 juli 1969 tot invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

⁽²⁾ Het gaat thans om coëfficiënt 5,5.

meer heeft, en anderzijds een systeem wordt ingevoerd waarbij de aldus berekende nieuwe bedragen op 1 januari van ieder jaar automatisch geïndexeerd worden.

De reden die in de toelichting bij het voorstel wordt aangevoerd om de invoering van zulk een systeem te wettigen ⁽³⁾, namelijk ervoor zorgen dat "de rechtzoekende beter begrijpt hoe groot de straf is die hij dreigt te krijgen indien hij de wet op de verkeersveiligheid overtreedt", geldt eigenlijk voor alle strafrechtelijke geldboeten waarop de wet van 5 maart 1952 van toepassing is ⁽⁴⁾.

Indien het wetsvoorstel aangenomen wordt, zou op termijn dan ook overwogen moeten worden het systeem algemeen in te voeren, want het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat in dezen en uit het oogpunt van de motieven aangevoerd in de toelichting, op dat vlak een verschil in behandeling tussen verkeersovertredingen en andere overtredingen kan wettigen ⁽⁵⁾.

2. Voorts is het indexeringsysteem waarin artikel 4 voorziet, luidens de toelichting bij het voorstel gebaseerd op dat van artikel 178 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. De aandacht van de indieners van het voorstel wordt er evenwel op gevestigd dat dat artikel 178 geen betrekking heeft op strafrechtelijke geldboeten, maar op de bedragen van inkomstengrenzen en -schijven, vrijstellingen, verminderingen en de aftrek waarin verschillende bepalingen van dat wetboek voorzien.

Nu het hier gaat om de toepassing van zulk een systeem van automatische indexering op strafrechtelijke geldboeten, rijst de vraag hoe, gelet op artikel 2 van het Strafwetboek, concreet uitvoering zal worden gegeven aan de regel dat, wanneer het

⁽³⁾ dat, blijkens het onderzoek dat de afdeling Wetgeving binnen de haar toegemeten tijd heeft kunnen voeren, geen precedent lijkt te kennen in strafzaken.

⁽⁴⁾ net als voor alle administratieve geldboeten ten aanzien waarvan de bevoegde wetgever besloten heeft de wet van 5 maart 1952 toepasselijk te verklaren.

⁽⁵⁾ Opdecienen hebben als voordeel dat alle strafbepalingen in één wiskundige bewerking aangepast kunnen worden, terwijl ze anders om de zoveel tijd door de strafwetgever zouden moeten worden aangepast. Iedere wijziging van elk van de bepalingen met betrekking tot strafrechtelijke geldboeten is echter een onderneming die lang en ingewikkeld kan blijken te zijn. Wat dat betreft hoeft maar te worden teruggedacht aan de overgang naar de euro.

bedrag van de geldboete bepaald op het tijdstip van het vonnis (in casu, de strafrechtelijke geldboete geïndexeerd op 1 januari van het betreffende jaar en wel nadat de samenvattende tabel bedoeld in het voorgestelde artikel 28ter, § 3 in het *Belgisch Staatsblad* - dus vóór 1 januari van dat jaar - is verschenen) hoger is dan het bedrag dat geldt op het tijdstip waarop de overtreding is begaan (in casu, ofwel de strafrechtelijke geldboete zoals bepaald in de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968, ofwel, in voorkomend geval, de strafrechtelijke geldboete zoals die geïndexeerd is na een eerder bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*), de lichtste straf moet worden toegepast. Zou zulk een systeem geen onnodige complicaties met zich meebrengen voor de hoven en rechtbanken die die strafrechtelijke geldboeten moeten opleggen, of zelfs leiden tot vergissingen van de magistraten ⁽⁶⁾ ? In dat verband rijst de vraag of een samenvattende tabel stelselmatig tegen 1 januari van ieder jaar wordt bekendgemaakt, zelfs wanneer de bedragen niet worden aangepast, dan wel of alleen zulk een bekendmaking plaatsvindt wanneer die bedragen worden aangepast.

Ofschoon daarover niets gezegd wordt in de toelichting bij het wetsvoorstel, moet ook bedacht worden dat de bedragen van de geldboeten ook zullen worden aangepast wanneer de toepassing van het indexeringsysteem leidt tot een verlaging van de geldboeten. De indieners van het voorstel worden bijgevolg verzocht na te gaan of dat de bedoeling is.

De afdeling Wetgeving vraagt zich ook af of de loutere jaarlijkse bekendmaking van een samenvattende tabel in het *Belgisch Staatsblad*, waarvan men niet weet wie hem heeft opgesteld ⁽⁷⁾, als toereikend kan worden beschouwd op het stuk van de vereisten van de artikelen 12 en 14 van de Grondwet.

⁽⁶⁾ Vergelijk naar analogie, met de omzetting van de bedragen van de strafrechtelijke geldboeten bij de overgang naar de euro : Cass., 6 april 2005, P 041697F, <http://www.juridat.be>.

⁽⁷⁾ In de huidige situatie is, wanneer de wetgever van oordeel is dat de opdecimen bepaald in de wet van 5 maart 1952 gewijzigd moeten worden, immers een wet vereist.

Gezien de bovenstaande opmerkingen, worden de indieners van het wetsvoorstel uitdrukkelijk verzocht de gegrondheid van het voorgenomen indexeringsstelsel opnieuw te onderzoeken, en ervoor te zorgen dat ze, in voorkomend geval, dat stelsel naar behoren kunnen wettigen ten aanzien van de overige strafrechtelijke geldboeten waarop de wet van 5 maart 1952 van toepassing zou blijven.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikelen 2 en 3

Aangezien artikel 2 van de wet van 5 maart 1952 al in de mogelijkheid voorziet om de toepassing van opdecimen bij een bijzondere wet uit te sluiten, is artikel 2 van het voorstel overbodig en zelfs redundant ten opzichte van artikel 3 van het voorstel. Artikel 2 van het voorstel moet dus vervallen.

Artikelen 3 en 4

(voorgestelde artikelen 28bis en 28ter van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer)

De wetgever wordt erop attent gemaakt dat bij artikel 3 van de wet van 20 maart 2007 tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer en van de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren al een artikel 28bis ingevoegd is in de voormelde gecoördineerde wetten. Dat artikel treedt eerst in werking op de datum die door de Koning wordt vastgesteld.

De artikelen 3 en 4 van het voorstel moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 3

In de huidige lezing van de voorgestelde bepaling is de wet van 5 maart 1952 niet van toepassing op de strafrechtelijke geldboeten die in de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 worden voorgeschreven. De artikelen 5 tot 21 van het wetsvoorstel strekken dus tot wijziging van diverse bepalingen van die wetten voor zover daarin strafrechtelijke geldboeten worden voorgeschreven.

De indieners van het voorstel worden echter opmerkzaam gemaakt op het volgende :

- andere bepalingen van diezelfde wetten - waarvan sommige weliswaar nog niet in werking zijn getreden - worden niet door die wijzigingsartikelen beoogd, terwijl ze ook strafrechtelijke geldboeten voorschrijven en de wet van 5 maart 1952 er niet meer op van toepassing zal zijn ⁽⁸⁾;
- een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt bij andere bepalingen van diezelfde gecoördineerde wetten krachtens welke de rechter de geldboete mag verminderen in geval van verzachtende omstandigheden, zonder dat die minder dan "één euro" mag bedragen ⁽⁹⁾;
- in andere bepalingen van diezelfde gecoördineerde wetten wordt verwezen naar het begrip "opdecienen" ⁽¹⁰⁾, waar geen reden meer toe zal zijn zodra het wetsvoorstel aangenomen is.

⁽⁸⁾ Zie inzonderheid artikel 25, § 6, van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968, hersteld bij artikel 6 van de wet van 18 juli 1990 (*Belgisch Staatsblad* van 8 november 1990) dat in werking treedt op een datum die door de Koning moet worden bepaald (artikel 39 van die wet).

⁽⁹⁾ Zie inzonderheid de artikelen 29, § 4, eerste en tweede lid, 31, tweede lid, en 58, tweede lid, van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968.

⁽¹⁰⁾ Zie bijvoorbeeld artikel 65, § 1, tweede lid, en artikel 65bis, § 2, eerste lid, van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968, welk artikel is ingevoegd bij artikel 31 van de wet van 7 februari 2003 (*Belgisch Staatsblad* van 25 februari 2003) en in werking zal treden op een datum die door de Koning moet worden bepaald (artikel 45 van die wet).

De indieners van het voorstel wordt derhalve verzocht in dezen voor samenhang te zorgen en er ook op toe te zien dat terdege rekening wordt gehouden met eventuele andere, gaande zijnde wijzigingen van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 als die ook strafrechtelijke geldboeten bevatten.

Artikel 5

(artikel 29 van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968)

In de punten 4 en 5 (lees : 4/ en 5/) moet enerzijds naar paragraaf 2, eerste lid, en anderzijds naar paragraaf 3, eerste lid, verwezen worden.

Artikel 11

(voorgesteld artikel 33 van dezelfde gecoördineerde wetten)

De wetgever wordt erop attent gemaakt dat ook paragraaf 3 van artikel 33 van de voormelde gecoördineerde wetten moet worden aangepast.

Artikel 21

(artikel 58bis van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968)

Er moet worden verwezen naar artikel 58bis, § 4, van de gecoördineerde wetten en de inleidende zin moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 22

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom in een specifieke regeling van inwerkingtreding voor de artikelen 5, 8, 16 en 21 van het voorstel wordt voorzien. In de wet moet hoe dan ook een uiterste datum van inwerkingtreding van die bepalingen worden vastgesteld ⁽¹¹⁾.

⁽¹¹⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 154, www.raadvst-consetat.be (08/06/2009).

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Ph. HANSE,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIÉNARDY,
J. JAUMOTTE,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE,
premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE